

CONTRAT DE LOCATION

LE LOUEUR	LE LOCATAIRE
Raison sociale :	Raison sociale : ELECTRICITE AUTO ENTRETIEN
Adresse du siège :	Adresse du siège : 15 Rue de la Ligne de l'Est 69100 VILLEURBANNE
N° SIREN :	N° SIREN : 828674846
Représenté par :	Représenté par : M. LERME
	En qualité de : Gérant
	Email : Téléphone : 06 78 54 02 38
Ci-après désigné : Le "Loueur"	Ci-après désigné : Le "Locataire"

Le Locataire déclare avoir pris connaissance des Conditions Générales de Location d'Equipements Professionnels, et il convient avec le Loueur, des Conditions Particulières ci-après :

ARTICLE 1 : DÉSIGNATION DU MATÉRIEL

Le Loueur passera commande au Fournisseur ci-dessous désigné (le "Fournisseur") du matériel ci-après (le "Matériel"), choisi directement par le Locataire et que celui-ci s'engage à prendre aux conditions particulières suivantes :

Désignation du matériel matérmatériel	Quantité
Défibrillateur - Défibrillateur	1

Nom et adresse
du fournisseur :

SAUVIE
24 RUE ROBERT DESNOS 69120 VAULX EN VELIN FRANCE

ARTICLE 2 : LIEU D'INSTALLATION

15 chemin de la ligne de l'est 69100 VILLEURBANNE

ARTICLE 3 : DUREE ET LOYERS DE LA LOCATION

Durée de Location : **60** mois à compter de la date de signature du procès-verbal de réception

Nombre de loyers : **60**

Montant en € H.T. : **45.00**

Mensuel **X**

Trimestriel

Règlement terme à échoir par prélèvements automatiques SEPA

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

Le Locataire déclare avoir reçu et pris connaissance des Conditions Générales et des Conditions Particulières du présent Contrat, qu'il approuve par sa signature ci-dessous, et notamment les dispositions relatives au Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles, ainsi que, s'il y adhère, celles valant Notice d'information du contrat d'assurance groupe souscrit par le Loueur ou toute autre société mandatée par ce dernier, afin de garantir, dans les limites dudit contrat d'assurance, la bonne exécution du contrat de location. En déclarant adhérer au contrat d'assurance groupe du Loueur, ou de son représentant, le locataire désigne expressément le Loueur en qualité de bénéficiaire des prestations d'assurance. Le locataire reconnaît également avoir pris connaissance des informations concernant le délai de rétraction de 14 jours, mentionnée à l'article 21 des Conditions Générales de location

FAIT EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX

LE LOUEUR

Fait à :

Le :

Signature et cachet commercial (*):

LE LOCATAIRE

Fait à : Villeurbanne.

Le : 26/6/19

Signature et cachet commercial (*):

ELECTRICITE AUTO ENTRETIEN
15, Chemin de la Ligne de l'Est
69100 VILLEURBANNE
Tél./Fax 04 78 54 02 38

(*) Nom & Qualité du signataire et copie pièce d'identité

Conditions Générales de Location

Il est rappelé que le Loueur n'est ni le constructeur ni le concepteur de l'Équipement. En conséquence, le Loueur ne saurait en aucun cas être responsable des dommages résultant d'un vice de construction ou de conception. Au cas où sa responsabilité serait engagée, le Loueur ne répondra que des conséquences de sa faute lourde ou intentionnelle et ne sera en aucun cas responsable des dommages indirects ou des pertes financières en résultat.

12,2, Le Locataire est subrogé dans tous les droits du Loueur pour toutes actions contre le Fournisseur ou le concepteur résultant du contrat de vente ou de la garantie légale contre les vices cachés. Il est tenu d'interdire, le cas échéant et à ses frais, toute action relative à l'Équipement contre le Fournisseur ou le concepteur et devra en informer immédiatement le Loueur. Si nonobstant les dispositions qui précèdent, le Contrat était décadé, résolu ou résilié par suite ou à l'occasion de l'annulation, la résolution ou la résiliation du contrat de vente de l'Équipement, ou du contrat de licence, notamment en raison d'un manquement du Fournisseur à ses obligations, le Locataire sera solidairement et irrévocablement tenu avec le Fournisseur vis-à-vis du Loueur ou de son cessionnaire, du remboursement de la totalité des sommes versées par le Loueur au Fournisseur au titre de l'acquisition de l'Équipement et de l'exécution des obligations dont le Fournisseur, ses ayants cause ou ayants droit seraient ou viendraient à être redevables à l'égard du Loueur.

Article 13- Responsabilité civile. Dommages à l'Équipement

a) Responsabilité civile, assurances

13,1, À partir de la livraison de l'Équipement et jusqu'à sa restitution au Loueur, le Locataire, en sa qualité de gardien et d'utilisateur de l'Équipement, répond en toutes circonstances vis-à-vis du Loueur et/ou de tous tiers de tous dommages causés à leur personne comme à leurs biens du fait de l'Équipement, même si le dommage est dû à un vice de construction ou à un défaut de montage. Le Locataire s'engage à indemniser et à garantir le Loueur ou ses ayants-droit contre tous frais, action, dommage, et responsabilité résultant du choix de l'Équipement, de sa possession, de son utilisation, de sa maintenance ou de son contrôle par le Locataire.

13,2, Le Locataire s'engage à souscrire pendant la durée de la location une police garantissant sa responsabilité civile de gardien utilisateur de l'Équipement pris en location avec abandon de recours contre le Loueur ou ses ayants-droit. Il s'engage à obtenir de ses assureurs que le Loueur, ou l'Établissement Cessionnaire le cas échéant, bénéficie de la qualité d'assuré additionnel en tant que propriétaire de l'Équipement. Il doit adresser au Loueur, à la date de prise d'effet de la location puis chaque année, au plus tard au jour de la date anniversaire du contrat, ou à tout moment à première demande du Loueur, une attestation justificative de son assureur. La police souscrite par le Locataire devra comporter l'engagement des assureurs de

• règlement au loueur seul des indemnités,
• renoncer à tout recours contre le Loueur,
• renoncer à opposer au Loueur les causes de déchéances ou de réduction proportionnelle d'indemnité,
• notifier au Loueur, avec préavis d'un mois, toute annulation, résiliation, suspension ou réduction des garanties,
• notifier au Loueur tout retard dans le paiement des primes.

En l'absence de justificatif, dans les délais prescrits, le locataire donne mandat irrévocable et à titre gratuit au Loueur, ou à son représentant, qui se réserve la faculté d'accepter, d'adhérer au contrat d'assurance groupe souscrit par le Loueur. Co dernier confirmera par tout moyen au locataire l'acceptation du mandat ainsi que l'adhésion, le montant de la prime étant facturé au locataire. La locataire pourra renoncer à chaque assurance Groupe par lettre recommandée avec AR reçue par le Loueur, ou son représentant, au plus tard trente jours après le règlement au titre de la prime d'assurance, accompagnée du justificatif d'assurance de l'équipement. À défaut de renonciation dans les conditions et délais stipulés d-dessus, l'adhésion du locataire à chaque assurance groupe sera acquiescée et les primes correspondantes seront prélevées sur le compte du Locataire. En cas d'adhésion du locataire à une assurance groupe du Loueur, les primes sont payables d'avance, pour chaque année civile ou fraction d'année civile.

b) Responsabilités en cas de dommages et perte de l'Équipement

13,3, À partir de la livraison de l'Équipement et jusqu'à sa restitution au Loueur, le Locataire est et demeure responsable de tous les risques de vol, de détérioration et/ou de destruction partielle ou totale de l'Équipement, quelle que soit la cause du dommage, même s'il s'agit d'un cas fortuit ou de force majeure.

c) Sinistres

13,4, Dans tous les cas de sinistres, le Locataire s'engage à en informer le Loueur dès que possible et au plus tard dans les deux (2) semaines à compter de la survenance du sinistre par lettre recommandée avec Avis de réception, et à le tenir informé de la suite donnée par son assureur à ce sinistre jusqu'à son complet règlement.

13,5, En cas de sinistre partiel, le Locataire doit remettre l'Équipement en état à ses frais et continuer à payer régulièrement ses loyers. Dès justification de cette remise en état, au vu des factures de réparation acquittées, le Loueur remboursera au Locataire le montant des indemnités reçues des compagnies d'assurances en opérant le cas échéant une compensation sur les sommes que ce dernier pourrait lui devoir.

13,6, En cas de sinistre total ou considéré comme tel par l'expert, le Locataire doit

• soit remplacer à l'identique et à ses frais l'Équipement, c'est à dire remplacer l'Équipement d'origine par un Équipement ayant les mêmes performances, et le locataire s'engage à signer un avenant constatant la substitution du matériel et le transfert de la propriété du nouveau matériel au Loueur. Le Loueur remboursera au Locataire le montant des indemnités reçues des compagnies d'assurances en opérant le cas échéant une compensation sur les sommes que ce dernier pourrait lui devoir,

• soit demander la résiliation du Contrat et verser au Loueur une indemnité égale aux loyers échus impayés TTC et à la totalité des loyers HT restant dus au moment du sinistre, majorée de la valeur financière de l'équipement dans les livres du Loueur, augmentée des frais de trésorerie éventuellement subis par le Loueur et sous réserve de la réception de l'indemnité d-dessus, le Loueur versera au locataire l'indemnité perçue de la compagnie d'assurance après avoir opéré le cas échéant une compensation sur les sommes que ce dernier pourrait lui devoir. La résiliation ne pourra prendre effet qu'à compter de la date de règlement de ladite indemnité. Dans ce dernier cas, le Locataire sera dégagé de son obligation de restitution de l'équipement sinistré. Les conséquences de toute franchise, insuffisance de garantie ou d'absence d'indemnité, quelle qu'en soit la cause, seront à la charge du seul Locataire qui en devra, le cas échéant, garantie au Loueur.

13,7 En cas de sinistre, soit total, soit partiel non coextensif par la poise du Locataire, ce dernier s'engage à réparer le préjudice subi par le Loueur du fait de la détérioration, du vol, de la perte de l'Équipement et le cas échéant, de la résiliation consécutive de la location. À cet effet, il doit assurer à ses frais la remise en état de l'Équipement si l'Équipement peut être réparé, ou, par dérogation à l'article 1722 du Code civil, acquiescé à ses frais exclusifs mais au nom et pour le compte du Loueur, un Équipement neuf de même type que celui sinistré ou, s'il n'est plus fabriqué, un Équipement neuf de performances équivalentes. Si la location devait être résiliée à la suite du sinistre total, la location du nouvel Équipement fera l'objet d'un nouveau contrat de location conclu dès à présent et irrévocablement aux mêmes conditions que celles du Contrat résilié. La nouvelle location prendra effet à la date de résiliation du précédent contrat, pour une durée égale à celle restant à courir au titre du contrat résilié. À défaut d'exécution, pour quelque cause que ce soit, de ses obligations dans un délai de trois (3) mois à compter du jour du sinistre, le Locataire est, de plein droit, redevable envers le Loueur des sommes définies à l'article 14,4 d-dessous.

Article 14- Résiliation

a) Résiliation par le Locataire avant la Date d'Effet de la location

14,1, Si, après la signature du Contrat par les deux (2) parties, le Locataire le résilie avant la Date d'Effet de la Location, il se redevable envers le Loueur d'une indemnité d'annulation aux fins de compensation de l'immobilisation de l'engagement du Loueur de mettre l'Équipement à sa disposition, égale à six mois de loyer HT, prévus aux Conditions Particulières (en cas de loyers progressifs ou dégressifs, le loyer moyen sur la période de location sera retenu). Cette indemnité sera augmentée des taxes et impôts en vigueur. De plus le Locataire devra rembourser au Loueur toutes les sommes déjà versées au Fournisseur pour l'achat de l'Équipement majorées des intérêts calculés au taux de 1.5% par mois, ou prendre en charge le paiement de toutes sommes non encore payées dues par le Loueur au Fournisseur pour l'achat de l'Équipement. L'annulation ne sera reconnue effective qu'à la date de règlement des sommes dues.

14,2, Cette faculté de résiliation est exclue pour les contrats se substituant à un/des contrat (s) antérieur(s) ou pour les avenants au Contrat existant.

b) Résiliation en cours de Contrat

14,3, Le Contrat peut être résilié de plein droit par le Loueur, sans aucune formalité judiciaire (r) huit (8) jours après mise en demeure adressée par courrier recommandé avec Avis de Réception, en cas de non-exécution par le Locataire d'une seule de ses obligations légales ou contractuelles, ou bien en cas de non-paiement à échéance d'un seul terme de loyer. Tous efforts de payer ou d'exécuter ses obligations ultérieurement à l'expiration du délai prédéfini ne sauraient priver le Loueur du droit d'exiger la résiliation encourue ; (ri) sans mise en demeure préalable, par simple courrier recommandé adressé avec avis de Réception, en cas de détérioration financière du Locataire pouvant raisonnablement faire craindre au Loueur un défaut d'exécution de ses obligations par le Locataire si ce dernier n'est pas en mesure, ou refuse, de fournir au Loueur les garanties supplémentaires que celui-ci lui aura demandées ; (di) sans mise en demeure préalable, par simple courrier adressé en recommandé avec Avis de Réception, en cas de diminution des garanties et sûretés, en cas de liquidation amiable, cession inaliénable ou forcée de son fonds de commerce par le Locataire, dévolution de son patrimoine par succession, en cas de redressement ou liquidation judiciaire, selon les modalités prévues à l'article L 622-13 du code de commerce, l'exécution par le Locataire de ses obligations contractuelles ainsi que le paiement régulier des loyers ne sauraient priver le Loueur du droit d'exiger la résiliation encourue.

14,4, Dans l'éventualité des cas prévus à l'article 14,3 d-dessus, le Locataire doit immédiatement verser au Loueur, sans mise en demeure préalable, outre les sommes dues à la date de la résiliation, une somme égale hors taxes au solde des loyers hors taxes dus jusqu'au terme contractuel de la location, éventuellement majorée de tous frais et honoraires, même en répétibles, taxes et intérêts légaux et des frais éventuels de remise en état, de démontage, d'emballage et d'expédition de l'Équipement restitué. L'Équipement et ses accessoires devront immédiatement être remis en bon état au Loueur à l'endroit déterminé par lui et aux conditions définies à l'article 15 ; au besoin le Locataire autorisé dès à présent à Louer à pénétrer dans les locaux où se trouveront les biens loués, afin de récupérer ceux-d. Les dispositions d-dessus relatives à la résiliation ne peuvent être interprétées comme une renonciation du Loueur à exiger en lieu et place de ladite résiliation l'exécution forcée du Contrat jusqu'à son terme,

14,5, Pour assurer la bonne exécution du Contrat et des Conditions Particulières, le Locataire doit en outre payer une indemnité égale hors taxes à dix (10) % du montant de la somme due par application de l'article 14,4 d-dessus.

14,6, Dans l'hypothèse où pour répondre aux besoins d'investissement du Locataire, divers Équipements ont fait l'objet de contrats de location distincts, il est expressément créé entre eux, par la volonté des parties, un lien d'indivisibilité de telle sorte que notamment la résiliation de l'un quelconque des contrats, pour quelque motif que ce soit, entraîne, si bon amble au Loueur, la résiliation de tous les autres contrats, avec application des articles 14,4 et 14,5, c) Résiliation en fin de Contrat et cas assimilés

14,7, Chacune des parties est tenue de notifier son intention de mettre fin au Contrat au terme de la Durée Indivisible de location prévue aux Conditions Particulières par lettre recommandée avec Avis de Réception et ce neuf (9) mois au moins

serait de plein droit considéré comme conventionnellement prorogé pour une période de six (6) mois minimum et ainsi de suite de semestre en semestre, aux mêmes conditions et au même loyer que mentionné d-dessus (dernier loyer ou loyer indexé moyen pondéré). Les dispositions de l'article 6 relatives aux loyers, notamment quant à la date d'exigibilité, au recouvrement, aux modalités de paiement et aux indemnités de retard conventionnelles au taux de 1.5% par mois sont applicables dans leur intégralité.

Article 15- Restitution de l'Équipement

15,1, À la fin de la location, ou en cas de résiliation du Contrat, le Locataire doit immédiatement restituer l'Équipement complet, y compris câbles, manuels et autres accessoires, en bon état d'entretien et de fonctionnement suivant les standards du Fournisseur au siège social du Loueur ou à l'adresse indiquée par celui-ci. Tous les frais afférents au démontage, à la déconnexion, à l'emballage, à l'envoi et/ou au transport de l'Équipement en retour, sont à la charge exclusive du Locataire, qui demeure tenu des obligations de garde et d'assurance d-dessus mentionnées jusqu'à restitution effective de l'Équipement au Loueur.

15,2, Pour l'Équipement éligible à l'émission par le Fournisseur d'une lettre de qualification type MSQ letter d'IBM, le Locataire s'engage à fournir au Loueur à la date de restitution une lettre du Fournisseur certifiant que l'Équipement est qualifié pour le contrat de maintenance du Fournisseur à prendre en charge tous les frais de réparation et/ou de mise à niveau technique requis par le Fournisseur pour la prés d'effet d'une maintenance nouvelle. Les termes et conditions du Contrat resteront en vigueur pour l'Équipement concerné jusqu'à l'obtention d'une telle re-qualification. Pour l'Équipement non éligible à la qualification de maintenance du Fournisseur, le Locataire prendra en charge, ou, selon le cas, remboursera au Loueur sur présentation des justificatifs, les frais éventuels de tests et de remise en état de l'Équipement Si ces frais s'avèrent supérieurs à la valeur du marché de l'Équipement restitué, le Locataire paiera au Loueur une indemnité égale au montant de cette valeur marché établie sur la base des valeurs publiées par au moins trois (3) organismes indépendants.

15,3, Dans le cas où le Locataire refuserait de restituer l'Équipement, il suffirait pour l'y contraindre d'une ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce ou de Grande Instance de Nanterre sur simple requête ou référé.

Article 16- Cession - Délégation - Nantissement

16,1, Le Locataire reconnaît que le Loueur l'a tenu informé de l'éventualité d'une cession, d'un nantissement, d'une délégation ou d'une subrogation en tout ou en partie dans les droits et obligations découlant du Contrat (d'après nommé l'Opération s) au profit d'un Établissement Cessionnaire avec possibilité pour ce dernier de le rétroceder au Loueur. Cette Opération pouvant être définitive ou temporaire. Dans l'hypothèse d'une telle cession, le Locataire reconnaît également que le Loueur l'a informé que de l'éventualité d'une récession du Contrat par l'Établissement Cessionnaire au bénéfice du Loueur à l'échéance du Contrat (d'après désigné dans son ensemble par le terme e l'Opération s). La Locataire consent dès à présent et sous réserve à une telle Opération et s'engage à signer à la première demande du Loueur et dans les dix (5) jours, tout document nécessaire à la régularisation juridique et administrative de l'Opération concernée, Cette Opération pourra, le cas échéant, lui être signifiée dans son ensemble, par lettre recommandée avec Avis de réception ou par l'envoi d'une facture par le Loueur (le nom du cessionnaire du Contrat étant celui mentionné par l'émetteur de la facture).

16,2, À compter de la date de l'Opération, le Locataire se trouvera de plein droit obligé envers l'Établissement Cessionnaire qui est substitué au Loueur comme Loueur de l'Équipement à compter de la date de cession et vice-versa en cas de récession - pour le paiement de toutes sommes dues au titre du Contrat et le respect de toutes ses obligations de Locataire. À ce titre, il ne pourra faire de compensation, de déduction, ou de demande reconventionnelle en raison de droits de créances d'exception, qu'il pourrait faire valoir contre le Loueur. De plus, l'Établissement Cessionnaire n'ayant participé ni au choix du Fournisseur ni à celui de l'Équipement, ni à la définition de sa configuration, le Locataire renonce à tout recours à l'encontre de l'Établissement Cessionnaire du fait de la construction, de la livraison, du fonctionnement ou de l'installation de l'Équipement. Le mandat de prélèvement SEPA visé à l'article 6,4 sera établi en faveur de l'Établissement Cessionnaire. Les accords établis entre le Loueur et le Locataire en dehors du cadre du Contrat ne sont pas opposables à l'Établissement Cessionnaire. À l'inverse, les accords conclus entre le Locataire et l'Établissement Cessionnaire susceptibles de porter atteinte aux droits actuels ou futurs du Loueur, ne sont pas davantage opposables à ce dernier.

16,3, Dans le cas où le Loueur donnerait l'Équipement loué en gage au profit de tiers, le Locataire reconnaît et accepte expressément être constitué tiers détenteur du gage représenté par l'Équipement loué, et ce pour le compte du bénéficiaire du gage.

16,4, Il est convenu que l'Opération ne modifie en rien les engagements pris à l'égard du Locataire par le Loueur qui conserve ses responsabilités et obligations, telles qu'elles découlent des articles 9,2 et 13,4 du Contrat. Toutefois, toute modification du Contrat devra faire l'objet d'un avenant signé entre le Locataire et le Loueur et dûment accepté par l'Établissement Cessionnaire.

Article 17- Taxes et frais

17,1, Tous frais et taxes dus en raison de la location, de l'utilisation ou de la restitution de l'Équipement et plus généralement de l'exécution des présentes, y compris ceux dont le Loueur est le débiteur légal, sont à la charge entière et exclusive du Locataire, de telle sorte que les loyers hors taxes convenus soient perçus par le Loueur nets de tous frais, taxes et impôts. En particulier, les sommes dues au titre des articles 14 et 15 sont majorées des taxes applicables. Il en sera notamment ainsi pour ce qui concerne la Cotisation Fondée des Entreprises au sens de l'article 1447 et suivants du Code Général des Impôts ou toute autre taxe qui la remplacerait, lorsque le Loueur sera assujéti à son paiement en raison de la qualité du Locataire.

17,2, Le montant des taxes régies par le Loueur est facturé au Locataire et acquitté par lui dès réception du relevé recapitulatif. Il peut demander au Locataire de le coavir du montant estimé dudit relevé.

Article 18- Election de domicile. Compétence

18,1, Pour l'exécution du Contrat, les parties font élection de domicile au siège de leur société ou domicile principal respectif.

18,2, TOUS LITIGES AUXQUELS PEUT DONNER LIEU L'EXÉCUTION DES OBLIGATIONS DU LOUEUR ET DU LOCATAIRE SONT DE LA COMPÉTENCE EXCLUSIVE DES TRIBUNAUX DU SIÈGE SOCIAL DU LOUEUR OU DU BAILLEUR CESSIONNAIRE.

18,3, La Contrat ainsi que ses avenants sont soumis au droit français.

19- INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les données personnelles du locataire, de ses représentants légaux et/ou tout autre signataire du contrat-limitées et nécessaires à l'exécution du contrat- ont été collectées et seront traitées de manière licite et transparente. Ces données seront conservées pendant une durée maximale des ans, à compter du terme du contrat et seront traitées de façon à garantir une sécurité appropriée. Par la signature du présent contrat, le locataire, son représentant légal et/ou tout autre signataire donne son accord exprès au traitement de ses données personnelles. La personne concernée dispose du droit de retirer son consentement ; d'accéder à ses données personnelles et d'en demander la rectification, l'effacement ou leur limitation ; de s'opposer au traitement et à la portabilité de ses données ; de solliciter l'effacement de ses données personnelles, si leur conservation n'est plus nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ; de demander la portabilité de ses données personnelles. Ces demandes devront être adressées par courrier au siège social du Loueur, au Responsable du traitement, lequel disposera, dès réception, d'un délai d'un mois pour y répondre. La personne concernée pourra saisir la CNIL de toute demande concernant ses données personnelles.

Article 20- Dispositions diverses

20,1, Les dispositions du Contrat constituent l'intégralité des engagements pris réciproquement par les parties.

20,2, Il est expressément convenu entre les parties, que en sa cause du Contrat était nulle ou sans objet, elle serait réputée non écrite et n'entraînerait pas la nullité des autres dispositions.

20,3, Les titres des clauses du Contrat n'ont qu'une valeur classificatoire. En cas de contradiction entre les titres et leur contenu, le contenu fera foi.

20,4, Sans préjudice des dispositions de l'article 13,3 des présentes Conditions Générales, aucune des parties ne saurait être tenue pour responsable de retard ou de manquement à ses obligations si ladit retard ou manquement était dû à un événement de force majeure tel que, sans que cette liste soit exhaustive, le blocage des moyens de transport, de télécommunication ou d'approvisionnement, pour quelque raison que ce soit, le tremblement de terre, l'incendie, la tempête, l'inondation, les graves totales ou partielles, l'absence de fourniture d'énergie électrique. etc. 20,5, Chaque partie s'engage à garder strictement confidentiels le Contrat et les informations et documents qui lui auront été présentés comme tels par l'autre partie, étant entendu que toute information tombée dans le domaine public ou obtenue indépendamment de l'exécution du Contrat ne peut être considérée comme confidentielle. La Loueur est autorisé à transmettre le Contrat à l'Établissement Cessionnaire sans que cela ne constitue un manquement à la présente clause. 20,5. Du fait notamment de la réalisation de l'Opération auprès d'établissements bancaires, certaines obligations dont celle de la conformité, obligent le Loueur à recueillir auprès du Locataire, lors de la signature du Contrat et de toutes Conditions Particulières ou avenants ultérieurs y afférents, tous les justificatifs attestant des pouvoirs du signataire du Locataire et de son identité (pouvoir du Conseil d'Administration, copie de la pièce d'identité du signataire, etc.). La Locataire s'engage, en conséquence, à lui remettre tous les documents nécessaires à ce titre.

EN FOI DE QUOI, les parties ont conclu le Contrat et chacune d'elles affirme et garantit que la personne dont la signature figure d-dessous est, à la date du Contrat dûment habilitée à signer ce dernier pour la société concernée suivant les procédures en vigueur.

Article 21- DÉLAI DE RÉTRACTATION

Si au jour de la signature du présent contrat conclu hors établissement, le nombre de salariés du Locataire est inférieur à 6 et que l'équipement n'entre pas dans le champ de son activité principale, celui-ci dispose d'un délai de rétractation de 14 jours à compter de la signature du présent contrat qu'il pourra exercer en adressant un courrier recommandé au Loueur

Article 22 Respect des obligations

La Locataire s'engage en toutes circonstances à se conformer à ses frais à toutes obligations légales, réglementaires, administratives et fiscales, actuelles et futures, y compris celles incombant normalement au propriétaire de l'équipement qui lui donne en tant que de bon sens mandat à cet effet, et qui sont relatives à l'opposabilité aux tiers de la cession de l'équipement, à la détention, à la garde, à l'utilisation et à la circulation de l'équipement. Le Locataire doit respecter les législations et réglementations françaises et européennes en vigueur en matière d'hygiène, d'environnement et de sécurité du travail ainsi que les instructions et/ou prescriptions du fournisseur et/ou du fabricant,

L. L.